

UN BEL AVENIR RADIEUX !

Nous assistons à un tournant historique. Un système a vécu qui nous laisse dans un monde failli. La croyance en la toute-puissance du marché, la représentation selon laquelle la société pourrait s'organiser autour de la concurrence libre et non faussée, l'autorégulation des marchés, s'effondre. Ce qui reste d'actualité, c'est l'explosion du système sous le poids de l'endettement chronique des États ou bien la remise en cause d'une grande partie des acquis arrachés de haute lutte par le mouvement social.

L'État contre la société

La lutte actuelle autour du maintien du régime de retraite par répartition montre que les classes dirigeantes entendent garantir la survie du capitalisme qui connaît une de ses crises historiques les plus graves, notamment par le recours à la violence de façon à généraliser la peur.

Le régime de retraite est un symbole fort puisqu'il est au cœur du pacte social issu de la Libération. Un recul du gouvernement serait un coup d'arrêt mis aux politiques de régression sociale destinées à adapter nos sociétés à la nouvelle configuration internationale : la gestion d'une crise systémique du capitalisme et l'autoritarisme implacable que cela nécessite. Une défaite du mouvement social en France, le pays développé qui a sans doute le mieux résisté à l'idéologie libérale, préparerait au contraire le terrain à une liquidation sociale humainement dramatique.

Le retour des années 30 ?

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les sociétés européennes renouent avec leurs vieux démons : le racisme et le nationalisme. Ce n'est pas seulement que la mise à sac des acquis sociaux et l'extorsion des richesses par une infime minorité de prédateurs empêchent la satisfaction des besoins sociaux de base, c'est aussi que toute possibilité de communauté humaine fraternelle s'évanouit. Quand les hommes ont tout perdu, même l'espoir des jours meilleurs, il ne leur reste que la fierté nationale, l'appartenance identitaire et exclusive fondée sur



la peur de l'Autre. C'est ce dont témoigne la fascisation des esprits qui progresse un peu partout en Europe. Mais il n'est pas sûr que nos pseudo-démocraties basculent dans des régimes totalitaires tels que le siècle dernier en a connus. Nous assistons bien davantage à un glissement, de façon progressive, de l'ordre républicain à un état d'exception qui tait son nom.

Dans l'État le plus libre du monde, la liberté sera bientôt la liberté des chiens.

L'utopie ou la mort

La folie furieuse passant maintenant pour du bon sens, le pouvoir répète inlassablement, comme pour accompagner les charges des flics, que la politique qu'il applique est un ensemble d'évidences objectives, une vérité qui repose sur des lois naturelles auxquelles on ne saurait échapper. Il n'y a pourtant pas de fatalité : en nous regroupant par-delà les appartenances politiques ou syndicales dans des comités de lutte ou des assemblées générales souveraines interprofessionnelles et inter-catégorielles, nous faisons tomber les barrières entre individus et groupes sociaux. Le mouvement de rébellion contre la liquidation du système de retraite a déjà ainsi dépassé cette question et il met à présent en cause un ordre et un modèle social vomi. Mais il n'y aura pas de lutte radicale intense et large si on ne requalifie pas dans le présent la perspective révolutionnaire, laquelle ne peut être aujourd'hui qu'une ligne de force, un projet d'utopie libertaire. C'est-à-dire une image gagnant en puissance, en précision et en épaisseur au fur et à mesure que le combat pour l'émancipation sociale s'intensifie.

Pour le moment, la meilleure organisation est celle qui consiste à regrouper le maximum d'individus et de forces autour de la défense inconditionnelle de la liberté et de l'égalité.

Négatif, supplément au prochain numéro

contact : georges.ouden@gmail.com